

COMPTE-RENDU DE LA TABLE RONDE

Drapeaux et symboles politiques dans le processus d'unification européenne :
quelle(s) signification(s) pour les citoyens aujourd'hui ?

8 Juin 2016

Avec **Teresa PULLANO**, professeur assistante à l'Europainstitut de l'Université de Bâle, auteure de *La citoyenneté européenne : un espace quasi étatique*

Marc ABÉLÈS, anthropologue et ethnologue français, spécialiste du politique et des institutions, directeur d'étude à l'EHESS

Mar GARCIA SANZ, Secrétaire Générale du Parti Vert Européen et conseillère municipale de Catalogne

Philippe HERZOG, économiste et homme politique, ancien député européen, aujourd'hui président d'honneur de l'association Confrontations d'Europe et auteur de *Valeurs et identités : quel combat* (2015).

En présence de **Sandrine BÉLIER**, ancienne eurodéputée écologiste française et marraine de l'antenne strasbourgeoise de l'Association Jean Monnet et **Philippe POIRIER**, professeur de sciences politiques à l'Université de Luxembourg, en qualité de modérateur.

Lors du discours d'ouverture, Sandrine Bélier s'est attachée à rappeler que les frontières en Europe sont aussi bien physiques que mentales. Cette année, **le drapeau européen fête ses 30 ans**, bien qu'il ait été créé il y a 60 ans par le strasbourgeois Arsène Heitz. L'artiste a choisi le bleu pour symboliser l'unité au-delà des affinités nationales, et les 12 étoiles, chiffre de perfection et de plénitude.

En 2016, alors que l'Europe se déchire face aux nombreuses crises, Sandrine Bélier se demande si **les symboles européens ont encore la capacité de donner du sens politique à l'Europe**. Devant l'intensification des tensions et face à la menace de Brexit, l'ancienne Députée considère que nous avons besoin de réalisations concrètes pour renouer le lien entre les citoyens européens.

En étudiant la citoyenneté européenne, **Teresa Pullano** a pris conscience que des enjeux de pouvoir existent y compris dans le thème des symboles. A partir de 2009, la succession des nombreuses crises dans l'Union Européenne a mis en lumière ces enjeux de pouvoir. D'après l'auteure, **la citoyenneté européenne se construit sur deux piliers**. D'une part la libre-circulation, un acquis indispensable en période de crise alors que nous assistons à un mouvement de renationalisation dans les pays nord-européens. D'autre part la fraternité et la solidarité qui, selon T. Pullano, sont absentes de l'UE à l'image de la crise grecque où le pays a reçu peu de soutien.

En réponse à l'état de crise, **donner de la substance à l'identité européenne est indispensable**. Cela doit passer par des conflits de symboles entre une Europe libérale et une Europe solidaire. L'important est d'être acteur de ces discussions et ne pas choisir la facilité en quittant l'UE. La citoyenneté européenne est donc un enjeu de luttes.

En premier lieu, **Marc Abélès** fait le constat que le volontarisme des débuts a atteint ses limites. En 2016, **l'Europe est un bateau qui prend l'eau** et il est nécessaire de se demander si cette construction a un avenir. L'anthropologue fait deux constats :

D'une part, **la question culturelle a été négligée dans la construction européenne**. L'Union Européenne s'est en effet construite sur des bases juridiques et économiques ; Jean Monnet pensait que cette base agirait comme un engrenage entraînant par la suite d'autres domaines comme la culture. Aujourd'hui, force est de constater que **l'Union Européenne fait face à un déficit symbolique**. Il faudra attendre 1964 pour que *l'Hymne à la Joie* soit choisi comme hymne et 1979 pour que le Parlement européen adopte le drapeau bleu à 12 étoiles. Devant cette absence de communauté symbolique, la diversité de cultures est perçue comme un frein au vivre-ensemble alors que cela devrait être l'inverse, selon M. Abélès. Ce dernier regrette que nous ne cultivions pas l'altérité ; tant que ce problème dans le rapport à l'autre ne sera pas résolu, l'Europe ne parviendra pas à élucider son rapport à soi-même.

D'autre part, Marc Abélès considère que **nous devons prendre en compte la mondialisation**. Aujourd'hui, les lieux politiques qui se créent ne sont plus gérés au niveau national. L'Europe est donc un lieu essentiel pour mener une réflexion et prendre des décisions. Il ne faut donc pas céder à la tentation du repli national.

Mar Garcia Sanz a tenu à expliquer **les raisons d'un déficit d'identité européenne**.

Tout d'abord, **la construction européenne est récente**. La CECA a 65 ans, l'Espagne est entrée dans l'UE il y a 30 ans et la Croatie il y a 3 ans. Ensuite, **l'adhésion des différents Etats membres répond à des motivations différentes**. Alors que l'Espagne était en quête de progrès et de modernité après son passé franquiste, Chypre a adhéré après être devenue indépendante du Royaume-Uni. D'autre part, l'Europe est **un espace de liberté qui se veut plurinational**. On compte 24 langues officielles en Europe, mais il y a plus de 60 langues co-officielles et 94 minorités nationales et ethniques. A cela s'ajoute la culture issue de l'immigration, encore trop peu prise en compte. Une autre raison de ce déficit est **la grande asymétrie économique et sociale entre les pays de l'Union**, qui engendre des niveaux de vie tout à fait différents.

Existe-t-il alors un démos européen s'identifiant dans un drapeau quand les identités nationales sont si fortes ? On voit bien qu'aujourd'hui l'identité nationale est plus forte que l'identité commune européenne. Pourtant, une souveraineté isolée n'est plus souhaitable ; nous avons besoin de nous projeter au-delà du national. Alors que la succession de crises affecte l'Europe en son cœur, l'intérêt général européen ne prime toujours pas. Selon M. Garcia Sanz, nous avons besoin d'une Europe qui ne soit plus un signifiant vide.

Selon **Philippe Herzog**, il est préférable de parler de reconstruction plutôt que de construction d'une identité européenne. Cette dernière a en effet existé dès le XIIIème siècle, puis plus tard avec Jean-Jacques Rousseau. **Il y a donc eu une civilisation européenne avant les drapeaux nationaux**. Aujourd'hui, nous avons besoin à nouveau de cette identité européenne face aux crises qui bouleversent nos sociétés. Alors que nous opérons un retour à l'identité de l'Etat-nation tout en voulant rester dans une Europe privée de rites et symboles, la capacité de transcendance est indispensable.

La construction d'une identité européenne est aussi **une question de génération**. La priorité est d'europaniser la conscience des jeunes. Pour forger une conscience commune, Philippe Herzog considère qu'il faut s'ouvrir sur la culture d'autrui et admettre que les personnes qui nous entourent sont différentes. Ce travail passera par l'éducation et une intensification des relations.

P. Herzog juge enfin que **la sphère franco-allemande est dépassée** ; nous avons besoin de créer un territoire où l'on se retrouve tous. Pour parvenir à cela, une recomposition de l'Union s'impose avec la création de cercles de solidarité selon des intérêts communs. Ce changement ne se fera qu'avec le soutien de la société civile, qui peine encore à émerger.

Philippe Poirier résume les quatre interventions en disant que **l'Europe est face à des tensions qu'elle ne parvient pas à résoudre** : le principe de l'altérité, l'absence de démos européen, l'idée de partage et l'absence de société civile concernée.

Le modérateur demande ensuite aux intervenants ce que nous devons faire si les Britanniques décident de rester dans l'UE.

T. Pullano considère que le Royaume-Uni est déjà à la périphérie et le sera encore plus s'il signe l'accord prévu avec l'UE. **Marc Abélès** et **Philippe Herzog** ne sont pas choqués que la décision soit prise par référendum. Ce dernier admet en revanche qu'il y a un risque d'antagonisme et en cas de sortie, un statut d'Etat associé sera nécessaire. En cas de maintien dans l'Union, le statu quo sera paralysant, il faut envisager une option de refondation sinon nous risquons l'effet boule de neige. **Mar Garcia Sanz** juge que nous devons plutôt nous préoccuper de problèmes plus urgents comme la politique migratoire. Quant au référendum, il doit faire partie de notre quotidien.

Philippe Poirier pose ensuite la question de notre rapport à la culture et des modalités d'un possible Etat culturel européen.

Mar Garcia Sanz considère que tout cela se fera petit à petit par le biais des intérêts communs. **Marc Abélès** est en faveur des débats ; la conscience européenne se construira avec des initiatives concrètes, à l'image du programme ERASMUS. **T. Pullano** rappelle l'importance de la dimension éducative, mais aussi la nécessité de s'ouvrir à l'altérité. Pour **P. Herzog**, l'euroanéité passera par l'intensification des relations, mais elles ne doivent pas être entravées. Il est en effet nécessaire de faire appel au regard d'autrui.

Des membres du public ont fait remarquer aux intervenants le paradoxe entre la devise européenne (« *Unie dans la diversité* ») et la réalité de la politique qui recherche l'homogénéisation des peuples. La question de l'hégémonie de la Commission a aussi été posée, tout comme le rôle de Strasbourg dans l'Europe et la pertinence des symboles européens trop peu utilisés. La question de l'éducation a aussi été soulevée, avec le projet d'enseigner l'histoire européenne dès le plus jeune âge.

T. Pullano souligne l'importance de l'enseignement de l'histoire. **Mar Garcia Sanz** pense que la diversité ne doit pas être un frein à l'ouverture vers l'autre. **Marc Abélès** regrette qu'il n'y ait pas d'ores et déjà de manuel sur l'histoire européenne ; c'est un symptôme du déficit symbolique. **Philippe Herzog** clôt cette table ronde en faisant le constat que les enseignants français n'ont pas le bagage nécessaire pour enseigner l'histoire de l'Europe. Il propose donc de faire venir des enseignants étrangers pour cette matière. Concernant le statut de Strasbourg, elle est « un symbole d'hier ». P. Herzog propose d'y créer un lieu qui sera le symbole de la société civile européenne émergente.